



6 NOVEMBRE 2023

EUROPE INFO HEBDO



ÎLES CANARIES, CRIMES DE GUERRE ET BOMBES CARBONE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT.

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.

Merci à Ana BERNARD BOSCH pour ses apports sur l'archipel des Canaries.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

CRISE MIGRATOIRE, ESPAGNE, FORGET LAMPEDUSA

Un autre théâtre pour la tragédie migratoire se trouve sur les îles Canaries. Cette fois, la dissonance entre valeurs démocratiques, droit maritime et tensions liées à l'accueil des migrants se joue dans un pays gouverné par la gauche, ancien pays d'émigration traditionnelle, mais dont la générosité n'avait pas vraiment connu de remise en question ces dernières années.

- Dans la nuit du vendredi 20 octobre 2023, près de 1.427 migrants d'Afrique subsaharienne ont débarqué dans les Îles Canaries, à l'issue d'un voyage sur une des « routes migratoires les plus dangereuses au monde », dans des conditions de transport précaires et insalubres.
 - Une simple pirogue en bois transportant 321 personnes est arrivée sur l'île El Hierro. La plus petite de l'archipel, avec la mer à flanc de montagne. Donc sans plage.
 - Ce genre d'embarcation sert habituellement pour la pêche côtière.
 - Le voyage coûte entre 3.000 et 4.000 euros.
 - Dans un rapport de 2022, l'organisation Caminando Fronteras affirmait que plus de 11.200 migrants sont décédés ou ont disparus depuis 2018 en essayant de rejoindre l'Espagne.
- Le 3 octobre 2023, une première vague de migrants débarquait sur les Canaries juste au moment du Sommet européen de Grenade, où figurait à l'ordre du jour la question migratoire.
 - L'archipel aurait, selon le ministère de l'Intérieur espagnol, reçu près de 80% plus de migrants, entre le 1e janvier et le 15 octobre 2023 que l'année dernière à la même période.
 - Des chiffres comparables à ceux de Lampedusa en septembre (cf. EIH 20/10/23) qui soulignent un regain des départs, comme le souligne Le Point.
 - Ce regain migratoire découle des tensions accrues et du contexte politique et social conflictuel au Sahel (Cf. EIH 27/08/23).
- Cependant, ces migrants sont majoritairement sénégalais, un pays considéré comme sûr par l'UE, dans lequel les rapatriements forcés fonctionnent pourtant mal. Soulignant les apories de la politique migratoire européenne.
 - La saturation des structures d'accueil des Iles aggrave encore les traumatismes d'une traversée périlleuse.
 - Les centres d'accueil de l'Île de Tenerife sont « pleins à craquer » décrit RFI.
 - Le passage par les Canaries constituerait une alternative pour les migrants confrontés ou craignant le durcissement des contrôles opérés dans la Méditerranée.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

CRISE MIGRATOIRE, RÉGLEMENTATION, FORGET DUBLIN

Cette recrudescence des arrivées dans les Îles Canaries provoque les mêmes tensions et les mêmes violations de droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'UE. Une nouvelle fois, les fragilités du « système de Dublin ».

- Plusieurs associations et ONG s'inquiètent d'une « faillite grave de l'État de droit » - car les autorités espagnoles dépassées n'assurent plus l'obligation d'identification et ne sont plus en capacité de proposer l'assistance d'un avocat aux demandeurs d'asile.
 - El Pais explique ainsi qu'une trentaine de sénégalais ont été renvoyés vers Dakar.
 - Le gouvernement des Canaries fait état d'une capacité d'accueil de 50 mineurs, alors qu'en pratique, 200 mineurs seraient sur place.
 - Comme à Lampedusa, le décalage est spectaculaire: l'île El Hierro, où 1.200 migrants arrivaient le 3 octobre 2023, ne compte que 11.000 habitants.
- Présidente en exercice du Conseil de l'UE et gouvernée par une coalition socialiste/gauche radicale reconduite grâce à un accord avec les régionalistes catalans (cf. EIH 26/09/23) même si tout n'est pas encore réglé, l'Espagne tente, tant bien que mal, d'assumer sa part de responsabilité dans l'accueil.
 - Le gouvernement Sanchez annonce d'ici la mi-novembre, l'ouverture de 11.000 places d'hébergement supplémentaires à Madrid, Alcalá de Henares, Séville et Carthagène.
 - Sont notamment mobilisées des structures ayant précédemment accueillis des Ukrainiens ayant fui le conflit.
 - Les migrants d'Afrique subsaharienne ne seront autorisés à y demeurer que pour une durée d'un mois : cette limitation s'explique par les réticences des autorités locales.
 - La répartition des migrants, par le gouvernement, au sein du territoire espagnol est source de protestations internes.
 - Le sujet occupe l'essentiel des activités de l'opposition des PPE et Vox.
- Au-delà des difficultés internes propres à l'Espagne, la question de la cohérence de l'Union dans ses politiques migratoires reste sans réponse.
 - Certes, la responsabilité des pays de départ, en particulier du Sénégal est lourde.
 - Boubacar Seye, président de l'organisation « Horizon sans frontières », explique que les autorités sénégalaises ne cherchent pas à limiter les départs de ses nationaux.
 - L'extrême pauvreté au Sénégal, l'homophobie et le mariage forcé, nourris par la « mauvaise gouvernance », sont les principales causes du départ.
 - Mais, la politique migratoire de l'Union européenne est aussi largement en cause.
 - Le nouveau Pacte sur la migration et l'asile en discussion depuis 3 ans bloque toujours sur les résistances internes.
 - Le nouveau texte prévoit un système de « solidarité obligatoire » mobilisable « sous pression migratoire ».
 - La Hongrie et la Pologne l'ont qualifié, respectivement, de « viol » et de « diktat » et s'opposent particulièrement à la relocalisation des migrants.
 - Les deux États membres demandent à ce que les prochaines décisions sur le projet soient votées à l'unanimité, plutôt qu'à la majorité qualifiée.
 - Si à Budapest aucune évolution n'est à prévoir, les élections récentes en Slovaquie (victoire des populistes de gauche) et en Pologne (défaite de la droite radicale nationaliste) pourraient redistribuer les oppositions à l'idée de la répartition des migrants sur le territoire de l'UE.
- En l'état actuel du texte, les États membres bénéficient d'un choix simple :
 - Soit ils acceptent les migrants selon leur population et leur PIB ;
 - Soit ils négocient ou financent l'expulsion des migrants vers des pays tiers sûrs.
 - Cette deuxième option présente le risque d'atteinte au principe de non-refoulement. Une interprétation que soutient l'Allemagne.
 - Le projet complet est estimé aboutir avant juin 2024.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

OTAN, SUÈDE, TURQUIE, ÉLARGISSEMENT HOW DARE YOU?

Depuis l'annonce de leur candidature (cf. [EIH 19/5/22](#)) en mai 2022, la Suède et la Finlande ont connu des destinées divergentes. Alors que Helsinki rejoignait l'alliance en avril 2023 la candidature de Stockholm se heurtait à l'hostilité, très calculée, de la Turquie. Ce feuilleton semble être entré dans son dernier épisode, après 18 mois de blocage (cf. [EIH 25/6/23](#)).

- Après avoir obtenu des concessions, Ankara a fini par ratifier l'entrée de la Suède le 10 juillet dernier.
 - L'accord final répondrait alors « aux préoccupations légitimes de la Turquie en matière de sécurité », notamment concernant l'extradition et la poursuite de membres du PKK
 - Le parti des travailleurs kurde est actuellement reconnu comme étant une organisation terroriste au sein de l'Union.
 - Il aura fallu modifier la constitution suédoise pour durcir la législation antiterroriste.
 - Ce qui finalement s'est vu bien accepté puisque dans un contexte où la Suède se considère comme menacée : elle a relevé son niveau d'alerte durant l'été.
 - On relèvera qu'un mois auparavant, un attentat avait été déjoué à Ankara, la veille d'un vote au Parlement turc à ce sujet.
 - Ankara a également réussi à obtenir des engagements sur ses demandes d'achat d'avions F-16 de combat, débloqués par le Congrès américain, même si on est encore loin d'un deal, expliquent les spécialistes.
 - L'accord prévoit par ailleurs le soutien suédois au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. Une surprise pour un chemin qui semblait pourtant abandonné, en raison du manque d'engagement côté européen.
 - D'ailleurs cette mention ravive les tensions. Les Etats membres insistent sur la séparation des processus.
- Abandonnant sa neutralité séculaire, la Suède va donc bénéficier du « parapluie nucléaire américain, de la clause de solidarité de l'Article 5. En contrepartie, elle apporte un renfort stratégique précieux sur la Baltique - une région où les tensions séculaires remontent depuis quelques années, soulignait en 2017 cette discussion entre experts finlandais, suédois et lituaniens.
 - Pour Le Point, le géopolitologue Jean-Pierre Maulny rappelle que la guerre en Ukraine a d'ailleurs fait basculer les opinions en faveur de l'entrée dans l'OTAN de 33 à 55 %.
 - Jusqu'à ce jour, l'Article 5 n'a été mobilisé qu'une seule fois, consécutivement aux attentats du 11 septembre 2001.
- Au-delà de l'accord d'Ankara, encore à formaliser, il reste à obtenir celui de la Hongrie, dont le Premier ministre bloque toujours le vote. V. Orban espère encore infléchir la position suédoise en faveur du déblocage des fonds européens suspendus à l'état de l'Etat de droit.
 - Budapest accuse la Stockholm d'avoir critiqué la démocratie hongroise, dans une lettre publiée par le ministère des affaires étrangères.
 - Sur ce point nous relevions, en mars 2023, quelques désaccords entre le gouvernement et le Parlement.
 - Le processus devrait trouver sa conclusion avant le prochain conseil des ministres prévu pour les 28 et 29 novembre 2023.
 - Cela amènera donc V. Orban à désavouer sa proximité avec le Kremlin.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

HONGRIE, RUSSIE, INFLUENCE, LORENZO LAMASZ

Le jeu géopolitique de Viktor Orbán est parfois difficile à suivre. Membre (volontaire) de l'UE et de l'OTAN, la Hongrie multiplie les occasions pour se démarquer et jouer une partition très solo. Dans son traditionnel discours commémoratif de la révolution hongroise du 23 octobre 1956, V. Orbán a renouvelé les provocations géopolitiques domestiques et extérieures.

- En affirmant que son pays est « le plus sûr et le plus stable de toute l'Europe », il justifie ainsi par l'efficacité les reculs de l'Etat de droit et l'autoritarisme (cf. EIH 29/05/23).
 - En 2021, la Cour européenne des droits de l'Homme constatait au moins une violation de la Convention dans près de 94 % des arrêts rendus concernant la Hongrie.
 - Plus de la moitié des constats de violation concernaient l'article 6 qui consacre le droit à un procès équitable.
 - Justifiant son régime "illibéral" par des considérations anthropologiques et culturelles, V. Orbán, estime que les Hongrois auraient « des conceptions différentes de la liberté, et des conceptions différentes de ce qu'est un monde libre » face aux autres Européens
 - Il remet ainsi en cause la justesse de la réunion de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale.
 - Il s'agit d'un discours récurrent en Europe centrale : l'éditeur Jarosław Kuisz constatait un état de désillusion chez les élites nationalistes de l'Est face à l'Occident qu'elles avaient rêvé de rejoindre pourtant.
 - Pour en mesurer la force, on peut relire ce dialogue de 2008 entre le grand historien polonais B. Geremek, ancienne figure de Solidarnosc et M. Foucher, intellectuel français connaisseur de l'Europe centrale et penseur de la frontière.
 - La désillusion se serait alors métamorphosée en « hostilité résolue vis-à-vis de l'Union européenne dans sa forme actuelle », explique le rédacteur B. Roger-Lacan dans le commentaire du discours de Orbán.
 - Le discours de V. Orbán trace de nouvelles fractures intérieures à l'Union et de la nécessité de peser sur les équilibres internes à travers "les élections européennes".
 - Se déliant de l'europhobie, le Premier ministre partagerait ainsi l'ambition « actuelle de la majorité des néonationalistes européens ».
 - Pour Emmanuel Berretta du Point, il y aurait là une surtout inquiétude transformée en défi à l'ordre institutionnel et politique de l'Union européenne.
 - En effet, un tel discours se place dans un contexte où le Parlement européen se mobilise pour dissuader la Commission de dé geler les 13 milliards d'euros de fonds destinés à la Hongrie.
- Ce discours signale quelque chose de plus profond qu'un simple jeu politique interne à l'UE. Il s'agit d'un contre-modèle, d'un alignement alternatif à l'Occident, pas uniquement dans son opposition à l'inclusion LGBTIQ+ dans notre société. V. Orbán met sans cesse en scène sa proximité avec Vladimir Poutine.
 - Alors que l'Italie de G. Meloni a choisi l'alignement sur Bruxelles et s'est retirée de l'orbite sino-russe, V. Orbán était présent les, 17 et 18 octobre 2023, au sommet chinois des routes de soie à Pékin.
 - On l'y a vu aussi aux côtés du président russe, se serrant la main.
 - Un geste "déplaisant" pour Kaja Kallas, Première ministre estonienne.
 - Une insulte aux morts ukrainiens, pour le Premier ministre luxembourgeois sortant.
 - Cette posture d'éternel rebelle - hier à Moscou aujourd'hui à Bruxelles - sied bien à V. Orbán qui pratique le contrepied géopolitique de façon provocante.
 - Le parti des jeunes démocrates est aussi à la recherche de nouveaux soutiens car la défaite de ses alliés du PiS rendent le gouvernement Orbán vulnérable aux procédures de l'article 7 du TUE, cette « arme nucléaire institutionnelle ».
 - Il est encore trop tôt pour savoir s'il pourra compter sur le soutien de la Slovaquie de R. Fico mais on peut relever que, élu sur cette promesse électorale, le premier ministre slovaque vient d'annoncer la suspension de son aide militaire à l'Ukraine.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉSINFORMATION, CRIMES DE GUERRE, INFLUENCE, COEUR SUR VOUS

La propagande a toujours été une arme essentielle aux conflits modernes. La naissance et la diffusion de l'imprimerie accompagnent les premières mobilisations sanglantes des partisans huguenots et catholiques dans les guerres de religion au 16e siècle. Avec la diffusion virale des informations et surtout des images les plus abominables sur les réseaux sociaux, notre sphère connectée est encore plus perméable aux propagandes militaires et aux guerres de désinformation. Théâtre d'opération et d'expérimentation, le conflit ukrainien avait déjà illustré la guerre des images l'année dernière (cf. Boutcha, [EIH 6/10/22](#)).

- Récemment, un rapport a révélé un gigantesque réseau de 242 000 fausses pages Facebook. Ce réseau, actif depuis 2021, a deux principaux objectifs :
 - Relayer la désinformation, notamment au service de la propagande russe.
 - Le réseau a ainsi contribué à la campagne "[Doppelgänger](#)", associée à la guerre en Ukraine, diffusant l'idée que les pays européens ruinent leur économie en aidant l'Ukraine.
 - Cette désinformation vise à exploiter les doutes et les failles dans la population européenne et réduire d'autant son soutien aux politiques de soutien à l'Ukraine.
 - Lever des fonds par le biais d'arnaques plus classiques d'investissements fantômes.
 - Le réseau cherche à voler les identifiants et les données personnelles des victimes.
- Le conflit israélo-palestinien a poussé encore plus loin cette logique de la guerre des images. Les atrocités innommables du Hamas le 7 octobre 2023, largement diffusées ensuite par la communication israélienne pour justifier ses opérations militaires dans la bande de Gaza, font écho aux propagandes plus ou moins grossières dénonçant les crimes des uns et des autres. Dans ce contexte tragique, la Commission européenne a ouvert une enquête sur X, Meta et TikTok pour "désinformation".
 - Les autorités européennes veulent en savoir davantage sur les mesures actuellement en place pour contrer la diffusion de fausses informations et de contenus illégaux.
 - Des sanctions financières pourraient être envisagées pour les contrevenants.
 - Parmi les réseaux sociaux, X-Twitter propose la plus grande quantité de contenus de désinformation.
 - Le réseau avait d'ailleurs choisi de se retirer du "code de conduite européen" visant à lutter contre la désinformation.
- Les progrès technologiques ne se font pas toujours au service de l'idée démocratique. Ces constats soulèvent des inquiétudes pour les élections européennes de 2024 et pour le processus démocratique en général, avec un risque d'influence sur l'opinion publique.
 - L'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins de désinformation et de manipulation électorale lors des élections en Slovaquie met en lumière la puissance de cette pratique de plus en plus courante.
 - Des entreprises ont réagi aux lettres envoyées par Thierry Breton aux géants des réseaux sociaux.
 - Elles expriment leur inquiétude quant à la distinction entre contenu illégal et désinformation.
 - Elles soulignent que les deux devraient être bannis, mais ne doivent pas être confondus.
 - Elles soulignent également qu'aucun délai de réponse n'est spécifié dans le DSA, contrairement aux demandes de Thierry Breton d'une réponse sous 24 heures.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CRIMES DE GUERRE, ISRAËL, PALESTINE, DÉSINFORMATION, LES MOTS POUR L'HORREUR

Prolongement de ces problématiques, la guerre des mots double la guerre des images. Génocide, terrorisme, crimes de guerre ou contre l'Humanité? Les qualificatifs juridiques servent aussi les propagandes militaires et les débats politiques intérieurs - comme le soulignait Médiapart à propos des polémiques internes à la gauche française.

- Il n'est pas superflu de se tourner vers les experts juristes qui tentent de mettre des mots pour qualifier les horreurs en cours.
 - Les attaques à l'aveugle avec des roquettes, le ciblage délibéré de civils, les prises d'otages de civils par le Hamas ou les frappes à répétition sur la bande de Gaza semblent échapper au droit pénal.
 - Ce qui impliquerait qu'il est impossible de rendre justice à qui que ce soit.
 - Cependant, le consensus semble se dessiner pour confirmer que le Hamas et Israël enfreignent le droit international.
- Cet article de France 24 revient sur les trois principales notions ;
 - Le **génocide** a pour origine étymologique « tuer la famille, la race ».
 - Pour être qualifiés ainsi, les crimes doivent être commis dans l'intention de détruire un groupe national, ethnique, racial et religieux.
 - Cette fin ne constitue pas l'objectif annoncé des frappes sur Gaza.
 - Le **crime de guerre** est une action illégale qui viole le droit international public et les règles de guerre détaillées dans divers traités.
 - Le crime de guerre est commis intentionnellement, durant des conflits armés.
 - Dans le contexte actuel, l'attaque du Hamas lors du festival de musique Supernova est indiscutablement une violation du droit international et un crime de guerre.
 - La poursuite des crimes de guerre est un long processus. Les décisions de justice sont souvent rendues des décennies après la fin des conflits : il est particulièrement difficile de juger l'intention d'un dirigeant. Cet article revient sur le précédent Milosevic, il y a 20 ans.
 - Définis a posteriori, au moment du procès de Nuremberg des dirigeants nazis, les **crimes contre l'humanité** représentent des violations fondamentales du droit international.
 - Ils comptent par les 'crimes les plus graves' selon la CPI et l'ONU.
 - Ils peuvent être définis comme une attaque systématique contre une population civile, soit tolérés soit planifiés par les autorités de l'Etat.
 - Dans le cadre des affrontements entre Israël et le Hamas, la réponse armée d'Israël et le fait qu'ils demandent à la moitié de la population de Gaza de se déplacer vers le Sud interrogent les spécialistes.
 - L'écrivain et journaliste israélien Michel Warschawski affirme par exemple que les crimes de guerre ont été dépassés à Gaza et qu'il s'agit bel et bien de crimes contre l'humanité, dans cette entrevue pour Médiapart.
 - La Cour Pénale Internationale, située à La Haye, a compétence pour juger les génocides, les crimes de guerres et crimes contre l'humanité. Cependant Israël, comme la Russie, ne reconnaît pas l'autorité de la CPI.
- Dans un débat compliqué, tendu, chargé en émotions, en invectives et en présupposés et procès d'intention qui le rendent encore plus confus, des voix s'élèvent pour des solutions politiques.
 - Dans une tribune pour Le Monde, Raphaël Glucksmann invite à prendre le chemin de la raison politique.
 - C'est à dire condamner inconditionnellement le Hamas, sans pour autant soutenir inconditionnellement le gouvernement israélien ;
 - Savoir faire la différence entre antisémitisme et soutien au peuple palestinien.
 - L'ancien président d'Action Contre la Faim et de Médecins du monde s'indigne contre l'aide humanitaire parvenant à Gaza, qu'il désigne comme se faisant au goutte à goutte.
 - De plus, il déplore au moins 20 morts parmi le personnel de l'UNRWA.
 - Le Club des juristes appelle à prendre en compte les considérations élémentaires d'humanité.
 - Concrètement, cela consiste en la libération inconditionnelle des otages et la mise en place de mesures de protection pour les populations civiles israéliennes et palestiniennes.

Au niveau des initiatives européennes, dans le brouhaha ambiant, le gouvernement chypriote demande l'ouverture d'un couloir d'aide humanitaire pour la bande de Gaza.



GREEN DEAL

DÉCARBONATION, INDUSTRIES, FINANCEMENTS, DE LA BOMBE CÉCÉ

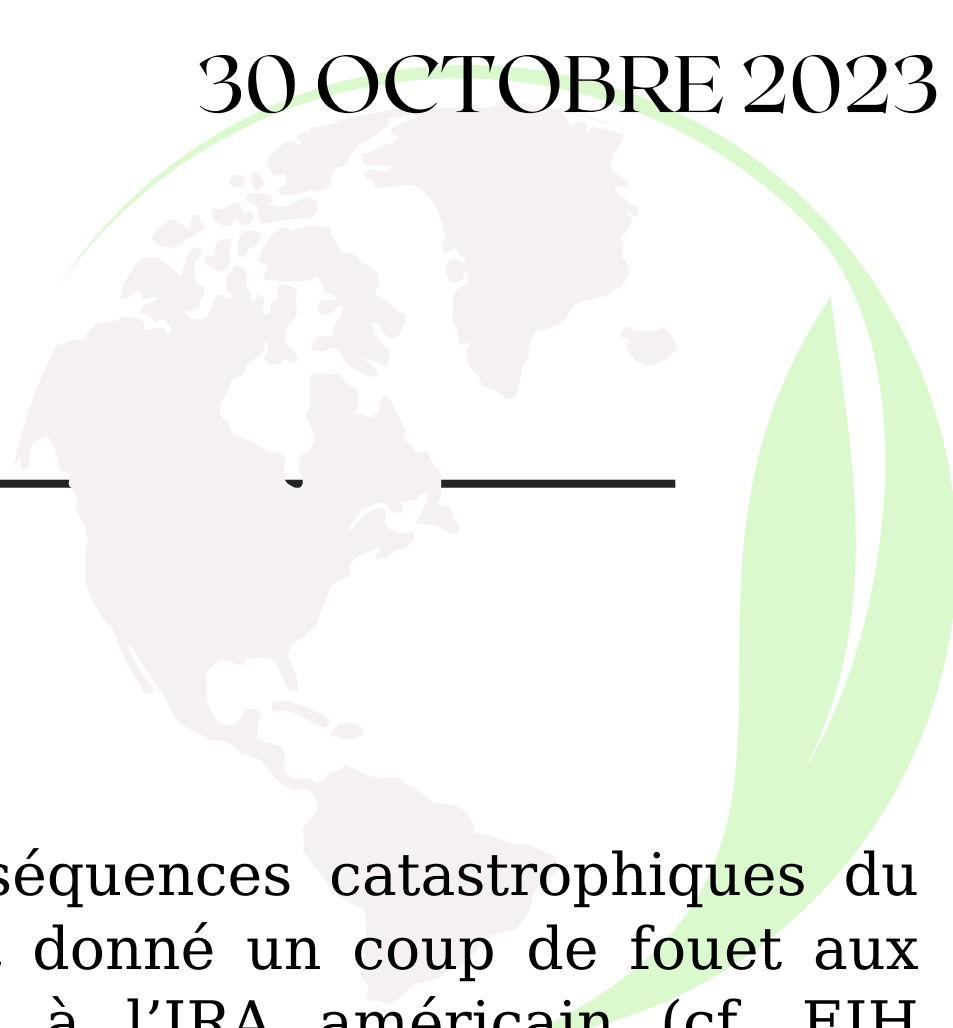
Les énergies fossiles ont la vie longue et encore de beaux jours devant elles. C'est ce qui ressort d'une enquête sur des « bombes carbone ». Le Guardian en avait déjà fait la liste en 2022 : il s'agit des projets d'exploitation gaziers, pétroliers ou de charbon dont l'ampleur va surtout rendre impossible le respect des engagements de l'Accord de Paris de 2015, pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

- Selon les données réunies par les enquêteurs, l'exploitation de chacune de ces bombes climatiques émettra au moins un milliard de tonnes de CO₂ avant de s'épuiser.
 - Si tous ces gisements sont exploités, cela équivaldrait à l'émission de plus 1 100 gigatonnes de CO₂.
 - Donc, bien au-delà des 500 gigatonnes nécessaires pour être conforme au « budget carbone » et pour limiter le réchauffement à 1,5°C.
- Le Monde revient dans cette enquête détaillée sur le travail de deux associations françaises Data for Good et Eclaircies sur ces bombes climatiques.
 - Actuellement, il existerait 422 bombes carbone à travers le monde, dont 294 sont déjà en exploitation et 128 en projet.
 - Elles sont réparties sur tous les continents.
 - Plus la taille du gisement est grande, plus les émissions potentielles sont élevées.
 - La moitié de ces projets d'exploitation se trouvent dans 3 pays :
 - La Chine, principalement associée au charbon, la Russie qui continue de lancer de nouveaux projets d'extraction de combustibles fossiles et les États-Unis.
 - Les pays du golfe Persique sont également concernés, principalement dans l'extraction de pétrole et de gaz.
 - Le financement de ces projets peut se faire de différentes manières.
 - Certains États les financent directement sous forme de subventions.
 - Des acteurs industriels peuvent intervenir.
 - Total Energies est d'ailleurs la deuxième entreprise la plus impliquée dans ces projets polluants, dernière China Energy.
- Les principaux leviers financiers sont les banques dont le soutien est crucial – qu'il soit direct, ou indirect sous forme de prêts entreprises.
 - Dans le classement des 10 principales banques finançant ces projets on retrouve les grandes banques françaises BNP Paribas et le Crédit Agricole.
 - En 2022, les banques ont injecté plus de 150 milliards de dollars dans les entreprises finançant ces “bombes carbone”.
 - Total Energies a reçu plus de 8 milliards d'euros de prêts des quatre principales banques françaises.
 - La justification tiendrait au fait qu'il faut répondre à la demande mondiale croissante en combustibles fossiles avant de basculer complètement vers les énergies renouvelables.
 - Cependant, selon l'Agence internationale de l'énergie, il ne serait pas indispensable d'investir dans de nouveaux projets pour répondre à cette demande.
 - Pour les scientifiques, il est surtout possible et nécessaire de mettre fin à ces “bombes carbone”.



GREEN DEAL

INDUSTRIE, DÉCARBONATION, ZAZEN



Les conflits en Russie et au Proche Orient, l'accélération des conséquences catastrophiques du dérèglement climatique et la rivalité stratégique sino-américaine ont donné un coup de fouet aux ambitions de décarbonation de l'industrie européenne. Répondant à l'IRA américain (cf. [EIH 13/03/23](#)), l'UE a développé son propre plan d'Industrie Zéro Emission Nettes (IZEN) et multiplie les initiatives pour une industrie verte. (cf. [EIH 02/09/23](#)). Fidèle à ses principes et sa législation, l'Union européenne cherche à équilibrer soutien à l'industrie et protection de l'environnement et des droits des travailleurs.

- Dans une analyse au fond, Contexte revient sur le travail de la Commission de l'Energie du Parlement européen sur le règlement IZEN. Les députés ont apporté des modifications à la proposition initiale de la Commission européenne.
 - L'objectif principal de ce règlement est de soutenir l'industrie européenne dans sa transition vers des technologies "zéro émission nette".
 - Cette initiative vise à renforcer la fabrication de technologies propres, qui sont essentielles pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
 - Les modifications apportées par la commission montrent une volonté d'explorer un éventail plus large de solutions pour atteindre les objectifs de réduction des émissions.
- Les trois critères proposés par la commission pour l'éligibilité des projets mettent l'accent sur la contribution à la résilience technologique et industrielle de l'Union, à la compétitivité et à la réalisation des objectifs de l'Union en matière de climat et d'énergie, tout en garantissant le respect de l'environnement.
 - Cela montre un souci de concilier les préoccupations environnementales avec le soutien à l'industrie.
 - L'inclusion de technologies nucléaires dans la liste des technologies "zéro émission nette" montre une volonté d'explorer des solutions controversées pour réduire les émissions. La question de l'énergie nucléaire est depuis longtemps un sujet de débat en Europe.
- Par ailleurs, le soutien à l'industrie éolienne est essentiel pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Commission européenne propose un plan d'action visant à renforcer la chaîne d'approvisionnement de l'énergie éolienne en Europe.
 - Les mesures incluent la numérisation des procédures, une meilleure formation des autorités chargées des autorisations, une planification des volumes attendus et des critères d'évaluation plus complets.
 - Cela montre un engagement à surmonter les obstacles actuels et à favoriser la croissance de cette industrie.
 - L'harmonisation des critères à l'échelle européenne est importante pour garantir une approche cohérente dans toute l'UE. Le financement, l'accès aux marchés internationaux et la lutte contre les distorsions commerciales sont également des aspects essentiels pour maintenir la compétitivité de l'industrie éolienne européenne.
- La transition vers les véhicules électriques est une composante clé du paquet "Fit for 55" de l'Union européenne, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, cette transition est confrontée à des défis importants, analyse le chercheur Belà Galgoczi pour le Green european journal.
 - Ceci est en particulier dû à la concurrence croissante de constructeurs étrangers.
 - Les syndicats de l'industrie automobile cherchent à protéger les emplois existants tout en reconnaissant la nécessité de lutter contre le changement climatique.
 - Ils jouent un rôle essentiel dans la promotion d'une "transition juste", qui prend en compte les conséquences sociales de la transition vers une économie plus verte.
 - Cependant, des défis subsistent, notamment la protection des travailleurs précaires et la garantie d'une transition équitable pour tous.

L'industrie verte est-elle là pour sauver l'automobile européenne ? Une suite de nos analyses du 09/07/23.